

Pourquoi **l'Algérie française** a le vent en poupe

ANALYSE La multiplication des stèles et des commémorations célébrant le passé colonial et réhabilitant l'Organisation de l'armée secrète (OAS) a été rendue possible par la montée de la droite extrême. Les pieds-noirs nostalgiques servent aussi d'étendard à tous ceux qui veulent revaloriser l'empire colonial français.

Par Sabrina Kassa



Le 14 mai dernier, les forces pro-Algérie française ont de nouveau démontré leur puissant pouvoir d'influence. Ce jour-là, le maire de Montpellier Philippe Saurel (Divers gauche) a annoncé officiellement l'abandon du projet de musée de l'histoire de la France et de l'Algérie, lancé en 2002 par le socialiste Georges Frêche au profit d'un improbable musée d'art contemporain. Une décision inattendue tant le travail du conseil scientifique, initié par le successeur

de Frêche, Jean-Pierre Moure, avait avancé depuis 2010 (en opérant une réorientation par rapport au projet initial pour faire entendre toutes les mémoires de la période coloniale et pas seulement celle des pieds-noirs nostalgiques), incluant l'acquisition de collections dont le montant s'élevait déjà à 3 millions d'euros. Pourtant, localement, ce ne fut pas une surprise, car le musée, qui devait ouvrir en 2015, gênait les groupes de pression de la "nostalgérie", tel le Cercle algérieniste.

Le 25 juin 1962, des commandos de l'OAS brûlent les réservoirs de la British Petroleum (BP) dans le port d'Oran.

"Les pieds-noirs ont bien compris que ce projet était vicié depuis l'origine", assume le maire, dans Le Monde du 29 mai, qui qualifie le dossier d'"extrêmement polémique". Et ajoute : "Je ne marcherai pas sur la mémoire des Français d'Algérie. Le projet a changé d'âme le jour où Frêche est mort ; il est devenu moins chargé de sens, plus historique et plus général."

Selon Paul Siblot, professeur émérite en sciences du langage de l'université de Montpellier 3 et membre du conseil scientifique du musée,

qui a lu attentivement la presse locale, cité dans l'article des Inrocks.fr du 17 juin dernier, "des tractations auraient eu lieu pendant la campagne de 2014 entre des représentants d'extrême droite de la communauté pied-noire, et Philippe Saurel : en contrepartie de l'abandon du projet, il aurait obtenu leur vote".

Une récupération politique des Français d'Algérie

L'histoire du musée de Montpellier a ainsi secoué la presse nationale, mais les faits d'armes des groupes de pression Algérie française se sont depuis quelques années multipliés ; monuments, projets muséographiques, commémorations, dans l'indifférence souvent générale. Henri Pouillot, le président du réseau Sortir du colonialisme, qui organise depuis neuf ans la semaine anticoloniale (manifestations, débats, fêtes), répertorie sur son blog, Henri-pouillot.fr, toutes les stèles et commémorations en France qui célèbrent "les martyrs de l'OAS" et l'œuvre coloniale française en Algérie. "Avant 2002, il y avait une quinzaine de stèles, aujourd'hui il y en a au moins 70. Elles se trouvent dans les villes d'extrême droite et de droite principalement. Mais il y en a quelques-unes dans des villes de gauche, telles que Arles ou Ris-Orangis", précise-t-il.

Cette visibilité est le fruit d'un travail de longue date de quelques associations pieds-noires, proches de l'extrême droite (Adimad, Cercle algérieniste...), à ne pas confondre avec toute la communauté pied-noire qui, comme le rappelle Jacques Pradel, président de l'Association nationale des pieds-noirs progressistes et leurs amis, n'a rien d'uniforme politiquement. Selon les enquêtes d'opinion de l'Ifop de 2012 les concernant, les intentions de vote à la présidentielle annonçaient 28 % pour Marine Le Pen (soit 8 % de

plus que la moyenne nationale), 26 % pour Nicolas Sarkozy (3,5 % de plus), aux dépens des candidats qualifiés de centristes (9 contre 15,5 %) et beaucoup moins aux dépens de François Hollande (26 contre 29 %). Tous ces pourcentages n'étant pas pondérés par tranche d'âge (les pieds-noirs sont vieux, et les vieux votent généralement plus à droite), le survote au profit de la droite et surtout de l'extrême droite mériterait d'être relativisé. "Il y aurait maintenant plusieurs centaines de milliers de pieds-noirs, mais il y en a de moins en moins qui s'identifient à cette catégorie, estime Jacques Pradel. La plupart se sont resitués dans l'échiquier politique..." Il souligne aussi que la génération OAS n'est pas à l'origine une émanation des pieds-noirs mais de l'armée française. "Certes, des pieds-noirs ont été recrutés, mais ils ne sont ni à l'origine ni la pierre angulaire de cette histoire. Il est donc faux d'assimiler un groupe à l'autre. On peut aussi tout à fait être 'nostalgérique' sans faire référence à l'OAS..."

Aussi, pour comprendre les succès des réseaux Algérie française qui veulent réhabiliter le passé colonial, l'historien du colonialisme Olivier Le Cour Grandmaison invite à les replacer dans le contexte politique national. "Le renouveau du discours colonial s'inscrit dans l'ensemble du champ politique, marqué par un mouvement, une migration de toutes les formations vers la droite. L'UMP a ainsi adopté les discours du FN sur l'immigration et le passé colonial. Il faut se rappeler du sinistre discours de Toulon de Sarkozy (le 7 février 2007, 'A tous ceux d'entre vous qui sont revenus des colonies en ayant tout abandonné, n'emportant avec eux que leurs souvenirs de jeunesse et cette nostalgie qui ne les quittera plus jamais, je veux dire que si la France a une dette morale, c'est d'abord envers eux.' ndlr). Aussi, il n'y a rien d'étonnant à ce que les défenseurs de



Une affiche de l'Organisation de l'armée secrète.

l'Algérie française fassent valoir aujourd'hui leurs revendications auprès d'élus locaux qui veulent les flatter pour des raisons électoralistes".

En réaction à la reconnaissance du 17 octobre 1961

Les plus efficaces en la matière sont bien sûr les élus du FN dont le discours islamophobe sied comme un gant aux "nostalgériques". "C'est sûr, cela conforte ces gens-là. Mais ça fonctionne dans les deux sens. Les discours du FN, ou de certains UMP, qui font des sourires aux pieds-noirs et aux harkis s'adressent en réalité à l'extrême droite qui se veut la grande héritière de l'empire colonial français. De la grande France coloniale. Les pieds-noirs sont une façon d'illustrer leur propos", analyse Jacques Pradel.

Reste à savoir pourquoi cette revanche néocoloniale prospère aujourd'hui, alors que le pays est aux mains des socialistes. "C'est justement en partie une réaction à la gauche au pouvoir, ou du moins ce →

Plaques contre stèles

→ *qu'il en reste, pense Olivier Le Cour Grandmaison. C'est la reconnaissance partielle du chef de l'Etat 'de la répression sanglante' du 17 octobre 1961, sa visite en Algérie et les discours qu'il y prononça sur le 'caractère injuste et brutal de la colonisation', etc. Ces multiplications de stèles sont pour moi des tentatives de reprise en main du sujet en réaction aux avancées dans l'autre sens. Cela témoigne dans tous les cas que le passé colonial en France ne passe pas..."*

"Mais je n'ai pas une lecture catastrophiste, poursuit-il, parce que si le discours néocolonial assumé progresse, cela ne déborde pas au-delà. Il y a beaucoup de livres, de documentaires sur la guerre d'Algérie qui continuent à sortir, la recherche continue d'avancer, etc. La progression du discours néocolonial n'a pas d'effet dans le champ académique", juge l'historien. La décolonisation des esprits a de beaux jours devant elle... ■

De l'autre côté de l'échiquier politique français, la "contre-attaque" a eu lieu. Elle est, à quelques exceptions près (dont Jacques Salvador, désormais ex-maire socialiste d'Aubervilliers), exclusivement l'œuvre de maires communistes : Nanterre, Bezons, Fontenay-sous-Bois, Givors, le Blanc-Mesnil, Saint-Denis, entre autres. Plaques commémoratives, rues, places et squares rendent hommage aux victimes du 17 octobre 1961.

Une "poussée" qui a lieu dans des communes où résident de nombreux électeurs d'origine maghrébine. Faut-il y voir une démarche électoraliste ? Plusieurs maires n'ont pas attendu d'être élus pour faire état de leurs idées anticoloniales mais le doute reste permis.

Côté socialiste, hormis feu Georges Frêche, on opte en général pour une plaque commémorant le cessez-le-feu du 19 mars 1962. Risque minimum garanti... Mais il existe également une autre voie : celle de la chaise vide.

Farouk. T (prénom modifié), élu centriste, a récemment séché une cérémonie d'hommage aux harkis : *"J'ai prétexté une absence 'diplomatique' plutôt que de signifier mon rejet de cette commémoration. Je ne pouvais pas faire ça à mes électeurs d'origine algérienne. Le pire, c'est que les maires qui convoquent ce genre de rendez-vous se fichent en général clairement de cette époque et de grappiller des voix à l'extrême droite. Est-ce que les Allemands rendent hommage aux Français qui ont collaboré avec eux lors de la Seconde Guerre mondiale ? Non, franchement... Les élus héritiers de l'immigration postcoloniale doivent lutter contre ces pratiques qui divisent la population." ■ Abdelkrim Branine*

A gauche : plaque commémorative de la répression du 17 octobre 1961, sur le pont Saint-Michel, à Paris. A droite : une stèle en l'honneur d'un membre de l'OAS, à Darney (Vosges).

